CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- la Croix Rouge Française délégation départementale représentée par son Président Monsieur Alain Drocourt association régie par la loi du 01 juillet 1901.
(numéro siret: 77567227234487)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de cohésion sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec la Croix Rouge Française délégation départementale.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général de la Croix Rouge Française délégation départementale.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif de la Croix Rouge Française délégation départementale s'élève à 24 000 €.

Elle sera créditée au compte de la Croix Rouge Française délégation départementale, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif de la Croix Rouge Française délégation départementale s'élève à 339 901 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 24 000 € et des recettes propres attendues de 332 351 € (149 114 € de subventions et 183 237 € de recettes diverses).

ARTICLE 4 :

La Croix Rouge Française délégation départementale s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montauban, le 2023

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Pour la Croix Rouge Française
délégation départementale,

Le Président,

Michel Weill

Alain Drocourt

CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- le Secours Populaire Français représenté par sa Présidente Madame Christelle Gagnereaux, association régie par la loi du 01 juillet 1901.
(numéro siret: 37848891000035)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de cohésion sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec le Secours Populaire Français.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général du Secours Populaire Français.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif du Secours Populaire Français s'élève à 24 000 €.

Elle sera créditée au compte du Secours Populaire Français, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif du Secours Populaire Français s'élève à 656 350 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 24 000 €, et des recettes propres attendues de 632 350 € (51 750 € de subventions et 580 600 € de recettes diverses).

ARTICLE 4 :

Le Secours Populaire Français s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Michel Weill

Fait à Montauban, le 2023

Pour le Secours Populaire Français,

La Présidente,

Christelle Gagnereaux

CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- les Restaurants du cœur représentés par son Président Jean-Loïc Ray, association régie par la loi du 01 juillet 1901. (**numéro siret: 37956357000025**)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de cohésion sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec les Restaurants du cœur.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général des Restaurants du cœur.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif des Restaurants du cœur s'élève à 24 000 €.

Elle sera créditée au compte des Restaurants du cœur, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif des Restaurants du cœur

s'élève à 804 181 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 24 000 €, et des recettes propres attendues de 780 181 € (422 125 € de subventions et 358 056 € de recettes diverses).

ARTICLE 4 :

L'association Les Restaurants du cœur s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Michel Weill

Fait à Montauban, le 2023

Pour les Restaurants du Cœur,

Le Président,

Jean-Loïc Ray

CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- le Secours catholique délégation Quercy représenté par sa Présidente Madame Françoise Maury, association régie par la loi du 01 juillet 1901.
(numéro siret: 77566669600015)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de cohésion sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec le Secours catholique – délégation Quercy.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général du Secours catholique – délégation Quercy.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif du Secours catholique – délégation Quercy s'élève à 24 000 €.

Elle sera créditée au compte du Secours catholique – délégation Quercy, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif du Secours catholique – délégation Quercy s'élève à 556 720 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 24 000 € et des recettes propres attendues de 510 773 € (27 500 € de subventions et 483 273 € de recettes diverses).

ARTICLE 4 :

Le Secours catholique – délégation Quercy s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Fait à Montauban, le

2023

Pour le Secours Catholique-
Délégation Quercy,

La Présidente,

Michel Weill

Françoise Maury

CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles représenté par sa Présidente, Madame Marie-Christine Perez, association régie par la loi du 01 juillet 1901.

(numéro siret : 34392586300049)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de soutien à la famille et à la lutte contre les violences faites aux femmes, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles qui développe des actions d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales ou familiales.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles s'élève à 35 000 €.

Elle sera créditée au compte du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles s'élève à 78 000 € pour le dispositif de lutte contre les violences faites aux femmes et intra-familiales.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 35 000 € et des recettes attendues à hauteur de 43 000 € (38 800 € de subventions et 4 200 € de recettes propres).

ARTICLE 4 :

Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
 - à fournir un compte rendu d'exécution,
 - à fournir le compte de résultats annuel.
- Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montauban, le 2023

Le Président,

La Présidente,

Michel Weill

Marie-Christine Perez

CONVENTION

Entre :

- le Conseil Départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- l'Association de retraite et d'entraide des conseillers généraux et anciens conseillers généraux représentée par son Président, Monsieur Robert Descazeaux, association régie par la loi du 01 juillet 1901.
(numéro SIRET : 838 199 545 00016)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

En application de la loi du 3 février 1992 modifiée et notamment l'article L3123-25 du code général des collectivités territoriale, le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne entend soutenir financièrement par une subvention d'équilibre annuelle, la caisse de retraite des anciens conseillers généraux de Tarn-et-Garonne créée en 1982.

Considérant les objectifs poursuivis par l'association, notamment la solidarité et l'action sociale au profit des anciens conseillers généraux et de leurs veuves, le Département se propose d'instaurer un partenariat dont l'objet et les modalités sont définis par la présente convention d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 1er :

L'association s'engage à réaliser l'objectif général qu'elle s'est assignée dans le cadre de la loi ; cet objectif se traduit par le versement trimestriel de retraites aux anciens conseillers généraux bénéficiaires et à leurs ayants droit (veuves).

A ce titre, elle sollicitera chaque année une subvention d'équilibre auprès du Département, à l'appui du budget prévisionnel annuel de recettes et dépenses.

ARTICLE 2 :

Le Département s'engage à soutenir financièrement l'objectif poursuivi par l'association par le versement d'une subvention d'équilibre qui fera l'objet chaque année d'une délibération de la Commission permanente.

La subvention d'équilibre est fixée à 25 000 € pour l'exercice 2023.

ARTICLE 3 :

La subvention sera créditée au compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

Dans l'attente du versement de la subvention d'équilibre, l'association honorera ses engagements en faisant l'avance des premiers mois grâce à son fonds de trésorerie minimal dédié à cet effet.

ARTICLE 4 :

L'association s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
 - à fournir un compte rendu d'exécution,
 - à fournir le compte de résultats annuel.
- Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montauban, le 2023

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Pour l'association,

Le Président,

Michel Weill

Robert Descazeaux

CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- le Mouvement français pour le planning familial représenté par sa Présidente, Madame Annie Prina Mouchard, association régie par la loi du 01 juillet 1901.
(numéro siret : 38754634400020)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de politique sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec le Mouvement français pour le planning familial.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général du Mouvement français pour le planning familial.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif du Mouvement français pour le planning familial pour son action « bus à l'oreille » s'élève au total à 23 000 €.

Elle sera créditée au compte du Mouvement français pour le planning familial, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'action « bus à l'oreille » porté par le Mouvement français pour le planning familial s'élève à 23 000 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 23 000 €.

ARTICLE 4 :

Le Mouvement français pour le planning familial s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montauban, le 2023

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Pour le Mouvement français pour le
planning familial,

La Présidente,

Michel Weill

Annie Prina Mouchard

CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président, Monsieur Michel Weill,

d'une part,

Et :

- UDAF 82 représentée par son Président, Monsieur Xavier Renier association régie par la loi du 01 juillet 1901.

(**numéro siret: 777306366**)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de cohésion sociale et plus particulièrement sur le sujet de la lutte contre les violences intra-familiales, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2023 avec l'UDAF 82, conformément à la convention liant le Département à l'UDAF 82 relative au recrutement et au financement d'un intervenant social au sein des commissariats et unités de gendarmerie de Tarn-et-Garonne, signée le 13 décembre 2022.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'objectif général de l'UDAF 82 et plus particulièrement à intervenir en faveur du dispositif de coordination des violences intra-familiales.

ARTICLE 2 :

Pour 2023, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'objectif de l'UDAF 82 sur le volet de lutte contre les violences intra-familiales s'élève à 25 750 € correspondant :

- à l'application des modalités de la convention signée en décembre 2022 prévoyant un financement du Département à hauteur de 13 750 € pour un poste au titre de l'exercice 2023,
- à la reconduction du financement de 12 000 € affectés sur ce dispositif pour les autres postes.

Elle sera créditée au compte de l'UDAF 82, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Au titre de 2023, le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'UDAF 82 sur ce projet s'élève à 250 533 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 25 750 € au titre de l'année 2023 et par des co-financements à hauteur de 224 783 €.

ARTICLE 4 :

L'UDAF 82 s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
 - à fournir un compte rendu d'exécution,
 - à fournir le compte de résultats annuel.
- Ces deux documents seront produits dès leur approbation en Assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montauban, le 2023.

Pour le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Michel Weill

Pour l'UDAF 82,

Le Président,

Xavier Renier